

parce que, à mon avis, ses arguments étaient irresponsables. Le même député a proposé une résolution à la Chambre pour porter toutes les pensions à \$125 sans constatation des besoins ni examen des ressources. Il a également préconisé que l'âge de l'admissibilité à la pension soit abaissé à 65 ans. Il en résulterait pour le gouvernement une augmentation de dépenses d'environ 700 millions.

M. Saltsman: Magnifique.

M. Francis: Ma foi, les honorables vis-à-vis s'exclament que c'est «magnifique», et ils demanderont tout d'une haleine: Dites-nous quelle serait une juste base de pension? C'est comme si l'on disait: Si nous jetons assez d'huile sur le feu, comment l'éteindrions-nous? Le hic, c'est d'endiguer l'inflation. Je sais que le ministre des Finances aura fort à faire dans les circonstances. Je sais que c'est un homme profondément juste, qui ressent ces problèmes au plus profond de lui-même. Cependant, il doit accomplir une tâche très ardue dans le domaine de la responsabilité fiscale. Les vis-à-vis ont beau dire que nous devrions dépenser 700 millions de dollars de plus par année, que ce ne serait pas des mesures inflationnistes parce qu'elles augmenteraient simplement le pouvoir d'achat des gens et que tout cela n'a d'ailleurs vraiment pas d'importance. C'est très important, au contraire. Vous ne pouvez distribuer des sommes considérables, vous ne pouvez faire de belles promesses aux différents secteurs de l'économie, et croire, d'autre part, pouvoir contrôler l'inflation.

Ce que je reproche aux députés de ce parti, c'est que leur programme semble favoriser l'inflation. Peu importe comment ils l'appellent. Ils savent se montrer très généreux, mais lorsqu'il s'agit d'établir des politiques tendant à augmenter les ressources financières et les investissements au pays, leur programme semble alors déficient. Je suis d'accord sur un seul point avec le député. D'après moi, le rajustement des pensions des retraités, pour compenser un tant soit peu leurs difficultés, est une très bonne idée. Comme je l'ai déjà dit, j'exhorte de toutes mes forces ceux qui détiennent le pouvoir de décision à y donner suite.

Je songe au cas, dans ma circonscription, d'un couple presque nonagénaire. Le mari a pris sa retraite il y a 25 ans, alors qu'il avait des épargnes personnelles de \$25,000 et une pension mensuelle de \$100. On pouvait raisonnablement s'attendre que ces ressources lui suffisent. A l'heure actuelle il n'a rien. Sa

santé précaire entraîne des notes de médecins et un pensionné doit compter sur d'autres ressources ou en accepter une évaluation. A l'heure actuelle, l'homme dont je vous parle dépend de l'aide de la ville.

• (4.40 p.m.)

Donc, monsieur le président, je veux m'associer à ceux qui ont insisté pour que le ministre et le cabinet, à la première occasion, envisagent de relever les pensions, de fixer des taux d'intérêt relatifs à la caisse qui s'harmonisent davantage avec les taux du marché, et pour reconnaître qu'il ne s'agit pas d'une même catégorie de dépenses que d'autres que l'on réclame. Nous reconnaissons les problèmes à l'heure actuelle et nous notons les chiffres. Nous pensons en outre qu'il s'agit ici d'une très haute priorité.

Avant de me rasseoir je voudrais formuler encore quelques observations. Certains députés savent qu'il existe une association composée de fonctionnaires retraités, qui s'est fixée pour objectif de faire majorer les pensions. Sans doute est-ce un groupe de pression, mais ses manœuvres et ses méthodes sont assez inquiétantes. Je remarque que dans la dernière quinzaine cette association a tenu un congrès à Ottawa. Elle ne compte qu'environ 8,000 membres. Ceux-ci ont affaibli la force de leur thèse en la présentant avec trop de zèle et trop peu de réflexion, et par les procédés qu'ils ont appliqués lors d'une campagne électorale.

Je dirai dès maintenant que je crois à ce rajustement des pensions et je l'avais d'ailleurs dit au début de la campagne électorale. Cet organisme a quand même convoqué une réunion dans ma circonscription au milieu de la campagne; il y a invité mon adversaire politique et n'a même pas eu la courtoisie de me prévenir ou de m'inviter. On ne s'est pas gêné pour envoyer un avis à tous ses membres qui appuyaient mon adversaire. Cette association en a le privilège et le droit, naturellement, mais ce genre de chose crée une foule de problèmes à celui qui tente de lancer l'idée d'une hausse des pensions. En essayant de réaliser ses objectifs, on a recouru à des méthodes très peu diplomatiques et encore moins judicieuses. L'association a le droit de viser certains buts, il est vrai. Si l'un de ses objectifs est de faire de la politique, elle a cette prérogative. Si elle veut participer à l'élection d'un gouvernement, c'est son privilège. Mais si elle essaie sincèrement de rallier l'appui de ceux qui sont vraiment sympathiques à sa cause en s'efforçant d'embrigader